

LUTTE À LA CORRUPTION EN ASIE MÉRIDIIONALE

Bis-Millaher-Rahmaner-Rahim

Ses Excellences, invités d'honneur, dignitaires, représentants de la presse et des médias, mesdames et messieurs

Asalamu-Wailakum

J'apprécie grandement que l'Organisation mondiale des parlementaires contre la corruption (OMPCC) et que le National Democratic Institute (NDI) aient pris l'initiative d'organiser cet atelier réunissant les parlementaires de l'Asie méridionale afin de discuter de l'instrument parlementaire pour lutter contre la corruption et pour parvenir à un consensus, qui est nécessaire pour atteindre cet objectif. Nous savons que l'appât du gain personnel a directement poussé les gens à se servir des rares ressources qui étaient destinées au financement de projets de développement, à la santé, à la nutrition et à des programmes d'éducation, mais qui ont finalement été consacrées à des projets de prédilection inutiles par des gouvernements démocratiques et autoritaires, dont les politiciens, les bureaucrates et les militaires haut placés ont rarement été tenus responsables des méfaits financiers et de la mauvaise répartition des fonds.

Participants distingués

Les États de l'Asie méridionale, que ce soient ceux dont la démocratie est la plus forte ou ceux qui tentent de l'atteindre, voient leurs secteurs public et privé rongés par la corruption. Ce phénomène est devenu chose courante dans la vie publique de ces pays, ce qui menace la véritable démocratie et le développement

durable. Il est aussi regrettable de constater que même la démocratisation de ces pays pendant une période considérable n'a pas d'incidence sur la corruption; au contraire, la corruption politique augmente et elle brise la confiance de la population envers les dirigeants. Cependant, suite à l'examen des réformes effectuées dans ces pays, il est possible de constater que de plus en plus de gouvernements comprennent que la gouvernance et la corruption sont une question à facettes multiples et par conséquent, ils les abordent d'un point de vue holistique. Les donateurs étrangers ont joué un rôle important dans l'élaboration de stratégies dans les pays, mais la lutte contre la corruption a elle aussi entraîné des controverses. À la base, l'aide et les investissements provenant de l'étranger sont liés à des considérations politiques et stratégiques, ainsi, les besoins économiques et les réformes politiques des bénéficiaires ne sont pas les questions prioritaires. Dans certains cas, environ 40 % de ces contributions sont dépensés par leurs consultants ou leurs experts en la matière.

Les États d'Asie méridionale ont en général mis au point des stratégies pour contrôler la corruption. Néanmoins, à l'examen des différents styles de gouvernance, la corruption est très présente dans tous ces pays bien que le contrôle juridique ait permis de restreindre la corruption et de diminuer la pression publique. Cependant, il est douteux que de véritables changements surviennent. Les cas de corruption mis au jour dans ces pays passent des scandales financiers impliquant des personnalités politiques aux joueurs de criquet aux connexions internationales impliquant des ministres, des chefs de l'opposition, des chefs des douanes, des militaires haut placés et des bureaucrates. Les principaux domaines de corruption sont les grandes transactions liées à la défense, les projets de développement, le financement des élections, la criminalité soutenue par la classe politique, le blanchiment d'argent et la traite des êtres humains, qui impliquent des transactions se chiffrant en milliards de dollars.

Invités d'honneur

Dans les États d'Asie méridionale, la corruption au sein des organismes publics et des autorités est par conséquent très répandue, ce qui nuit considérablement à l'économie. Malheureusement, les citoyens ne font confiance ni aux organismes chargés d'appliquer la loi ni au pouvoir judiciaire. Les secteurs de la santé publique et de l'éducation n'arrivent pas à répondre à la demande. Pire encore, dans certains pays extrêmement pauvres, la corruption mineure entraîne des frais élevés pour l'ensemble de la population. Le manque de transparence et de responsabilité dans la vie publique est en grande partie attribuable à un manque de volonté politique, l'une des conséquences directes de la nature conflictuelle de la politique. Les procédures de financement des partis politiques sont loin d'être scrupuleuses et les réseaux de corruption qui existent entre la politique et les entreprises locales sont bien établis et ils contribuent au caractère lugubre des affaires publiques.

J'espère que prochainement, des efforts seront mis en oeuvre pour éliminer la corruption de manière systématique et coopérative. Une approche similaire a notamment permis à d'autres pays de lutter contre le financement terroriste, et il n'y a pas de raison pour que ces méthodes ne puissent pas servir à lutter contre la corruption à une échelle régionale. Je reviens désormais à mes observations initiales sur les scénarios de corruption en Asie méridionale et je me souviens avoir vu un rapport intéressant et très pertinent publié par Transparency International en 2003, et qui s'intitulait « *Corruption in South Asia – Insights & Benchmarks from Citizen Feedback Surveys in Five Countries* ».

Comme nous pouvons nous y attendre, le sondage a révélé une image lugubre et déprimante de la situation de la corruption en Asie méridionale; dans tous les cas, la mauvaise gouvernance a mené à la corruption. La police, le pouvoir judiciaire, la bureaucratie et l'administration du territoire sont les domaines les plus corrompus dans les États de l'Asie méridionale. Les citoyens de cette région avaient généralement manifesté un très grand

mépris envers la corruption. Les institutions gouvernementales et les politiciens étaient principalement visés par la population relativement à la corruption généralisée. Seules la croissance économique durable, la stabilité politique et la responsabilité démocratique peuvent sortir un pays de l'emprise de la corruption.

Invités d'honneur

Le problème de la corruption au Bangladesh est inquiétant et bien ancré, de sorte qu'il a nui à tous les secteurs de développement. Dans différents rapports présentés par Transparency International au cours de la dernière décennie, la corruption au Bangladesh perdure au sein des organismes responsables de l'application de la loi, des gouvernements locaux, de l'éducation, de la santé, de l'administration fiscale, des institutions financières, des départements des forêts, des services publics et du transport. La lancée de la corruption semble avoir confirmé nos pires craintes et concrétisé les conclusions des sondages de TIB. D'autres pays de l'Asie méridionale sont aux prises avec des problèmes semblables, et dans la majorité des cas, ils se sont attaqués au problème à l'aide de réformes et d'instruments de droit.

Au Bangladesh, nous en sommes au tout début de la création d'un réseau juridique complexe visant à éliminer la corruption dans tous les secteurs de la société, et nous allons tirer parti de l'expérience du Pakistan. En Inde, il semble que la presse et les médias soient les meilleures armes pour lutter contre la corruption, bien qu'il existe un cadre juridique efficace pour combattre le problème. Je me souviens de la manière dont les médias d'information en Inde ont traité abondamment les scandales liés à la corruption, puis harcelé le gouvernement indien pendant les années 1980 et 1990. Dernièrement, les organismes indiens de lutte contre la corruption ont fait un pas en avant et ont attaqué la corruption au sein de l'industrie cinématographique; de nombreuses vedettes ont dû subir une enquête criminelle et un procès. L'Inde a introduit une innovation importante en créant la Commission centrale de vigilance, un endroit où les citoyens

ordinaires peuvent déposer des plaintes contre les pratiques corrompues et l'abus de pouvoir de la part d'employés du gouvernement central, de compagnies et d'entreprises du gouvernement central. De plus, le gouvernement indien a émis une ordonnance afin de protéger les dénonciateurs, de manière à protéger les fonctionnaires des sanctions que pourrait imposer le gouvernement s'ils dénoncent la corruption dans leur propre ministère. À cet égard, l'expérience du Bangladesh a soulevé les difficultés liées à l'accès à l'information qui font en sorte qu'il est beaucoup plus difficile de mettre au jour les actes de corruption et d'entamer les poursuites. J'espère que le gouvernement intérimaire créera bientôt une loi distincte sur l'accès à l'information afin que les fonctionnaires corrompus ne puissent plus invoquer la confidentialité pour se défendre et éviter d'être punis. Les éléments fondamentaux pourraient être les suivants :

- Mettre l'accent sur les mesures préventives dans le secteur public;
- Trouver les meilleurs moyens de responsabiliser le secteur privé ainsi que les mesures législatives nécessaires.
- Assurer la grande participation de la société civile, des médias et du secteur privé, qui pourraient être perçus comme des participants efficaces qui n'ont pas d'intérêts étatiques.

Le Bangladesh a suivi la voie d'autres pays de l'Asie méridionale et il a désormais commencé sa propre croisade contre la corruption. Grâce à un leadership résolu et déterminé, le pays se sortira du fouillis des politiciens. La Commission de lutte contre la corruption et son groupe de travail connexe ont atteint des résultats, mais il reste encore beaucoup à faire. Il faut déployer tous les efforts possibles afin de corriger le problème, de le prévenir et de construire le système convenablement du point de vue juridique. Je propose aussi les recommandations suivantes afin d'améliorer notre capacité à lutter contre la corruption :

- Créer des raisons d'ordre moral de lutter contre la corruption;

- Garantir une peine exemplaire à tous ceux reconnus coupables de corruption;
- Nommer un ombudsman parlementaire;
- Établir un système judiciaire indépendant et neutre;
- Boycoter socialement la corruption;
- Il faudrait réorganiser le service de police et augmenter le salaire des employés;
- Poursuivre régulièrement la lutte contre la corruption et les personnes corrompues.

Certaines de ces idées sont sur le point d'être concrétisées, cependant quelques une sont encore hors de notre portée. Il sera difficile de créer des raisons d'ordre moral de lutter contre la corruption parce que de nombreuses personnes se sont habituées à faire des manoeuvres douteuses, et le changement d'attitude est un processus très long qui nécessite de nombreuses années de rééducation. Cependant, le Pakistan et l'Inde ont tous deux prouvé qu'il est possible de parvenir à des résultats en faisant preuve de détermination et de prévoyance, et je crois que le Bangladesh a toutes les qualités pour réussir à son tour. Nous sommes des gens éduqués, consciencieux et progressistes, et nous pouvons surmonter les problèmes avec lesquels notre pays est aux prises; il suffit de faire preuve de prévoyance et de vision. Nous évaluerons les progrès r en fonction des réalisations que nous léguerons à notre prochaine génération.

Allah Hafiz